

Un accord couvrant un quart du PIB mondial

LIBRE-ÉCHANGE. L'Inde et l'Union européenne ont conclu mardi un traité commercial qui leur permettra de mieux se protéger de la concurrence chinoise et des effets des «tariffs» américains.

L'Inde et l'Union européenne (UE) ont officialisé mardi la conclusion d'un ambitieux accord de libre-échange commercial qui, au terme de vingt ans de négociations, va créer «une zone de libre-échange de 2 milliards de personnes».

Dans un contexte géopolitique mondial incertain, ce pacte doit permettre aux deux parties de mieux se protéger de la concurrence chinoise et des effets de la guerre des droits de douane engagée par les Etats-Unis.

Devant la presse, le premier ministre indien Narendra Modi et ses deux invités, le président du Conseil européen Antonio Costa et son homologue de la Commission Ursula von der Leyen, ont rivalisé de superlatifs pour célébrer leur réussite.



New Delhi. Le président du Conseil européen, Antonio Costa, est entouré de la présidente de la Commission Ursula von der Leyen et du premier ministre indien Narendra Modi, qui a évoqué «l'accord de tous les accords».

«L'UE compte bénéficier du niveau d'accès le plus élevé jamais accordé à un partenaire commercial sur le marché indien traditionnellement protégé.»

Ursula von der Leyen
Présidente
de la Commission européenne

«C'est l'accord de tous les accords», s'est réjoui Narendra Modi, en soulignant qu'il concernait «environ un quart du produit intérieur brut (PIB) mondial». «Ce traité va offrir de nombreuses opportunités au 1,4 milliard d'Indiens et aux millions d'habitants de l'UE», a-t-il ajouté, «ce n'est pas qu'un accord commercial, c'est aussi la voie vers une prospérité partagée».

«L'Europe et l'Inde ont fait l'histoire aujourd'hui», a renchéri Ursula von der Leyen. «Nous avons créé une zone de libre-échange de 2 milliards de personnes qui va bénéficier aux deux parties», a-t-elle poursuivi.

Les derniers obstacles à la conclusion du texte ont été levés lundi lors d'ultimes tractations entre négociateurs. L'Inde et l'UE espèrent doper leur commerce en réduisant leurs droits de douane dans de nombreux secteurs.

Selon Bruxelles, la réduction des taxes indiennes sur les importations européennes devrait permettre aux Vingt-Sept d'économiser jusqu'à 4 milliards d'euros chaque année, notamment sur des produits emblématiques.

Les droits de douane indiens sur les véhicules «made in Europe» doivent ainsi passer de 110% à 10%, ceux sur les vins de 150 à 20% et ceux sur les pâtes ou le chocolat, actuellement à 50%, être totalement supprimés, a détaillé l'UE.

«L'Union européenne compte bénéficier du niveau d'accès le plus élevé jamais accordé à un partenaire commercial sur le marché indien traditionnellement protégé», avait indiqué Ursula von der Leyen dès son arrivée dimanche en Inde, pariant sur un doublement des exportations européennes.

De son côté, l'Inde attend une hausse de ses exportations dans de nombreux secteurs dont le textile, les pierres précieuses, la joaillerie, le cuir et les services, a souligné le premier ministre Narendra Modi. «L'accès préférentiel sans précédent accordé à plus de 99% des exportations indiennes change la donne pour notre industrie», s'est félicité Chandrajit Banerjee, le responsable de la Confédération de l'industrie indienne (CII).

Les deux parties ont également étendu leur partenariat en matière de défense et de sécurité. «Nous ne nous contentons pas de renforcer nos économies, mais aussi la sécurité de nos concitoyens dans un monde de moins en moins sûr», a expliqué la cheffe de la Commission européenne. «En combinant ces atouts, nous réduisons notre dépendance stratégique à un moment où l'arme commerciale est de plus en plus utilisée».

En 2024, l'Inde et l'UE ont échangé 120 milliards d'euros de marchandises – en hausse de près de 90% en dix ans – et 60 milliards d'euros de

services, selon la partie européenne.

Bruxelles lorgne avec gourmandise l'immense marché que représente le pays le plus peuplé de la planète, avec son 1,5 milliard d'habitants et sa très forte croissance, de 8,2% en glissement annuel au dernier trimestre.

Selon les projections du Fonds monétaire international (FMI), l'Inde devrait rafler cette année au Japon le titre de quatrième économie mondiale, derrière les Etats-Unis, la Chine et l'Allemagne. Et elle pourrait monter sur le podium avant 2030, selon son gouvernement.

Pour sa part, New Delhi considère l'Europe comme une source indispensable des technologies et investissements dont elle a un cruel besoin pour accélérer sa modernisation et créer des millions d'emplois pour sa population. Les deux parties ont également paraphé mardi un accord sur les mouvements de travailleurs saisonniers, les échanges d'étudiants, de chercheurs ou de certains professionnels à forte qualification. (afp)